

GREENWOOD, F. Murray, *Legacies of Fear. Law and Politics in Quebec in the Era of the French Revolution* (Toronto, The Osgoode Society, 1993), 359 p. 40 \$

Richard LaRue

Volume 48, Number 3, Winter 1995

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/305353ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/305353ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

LaRue, R. (1995). Review of [GREENWOOD, F. Murray, *Legacies of Fear. Law and Politics in Quebec in the Era of the French Revolution* (Toronto, The Osgoode Society, 1993), 359 p. 40 \$]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 48(3), 437–439. <https://doi.org/10.7202/305353ar>

GREENWOOD, F. Murray, *Legacies of Fear. Law and Politics in Quebec in the Era of the French Revolution* (Toronto, The Osgoode Society, 1993), 359 p. 40\$

L'ouvrage de Murray Greenwood porte sur l'influence qu'aura eue la Révolution française sur le droit et la politique au Québec. Sa thèse est limpide: l'apparition et le développement de ce qu'il appelle la «mentalité de garnison» est ce qui caractérise la conjoncture politique aux débuts du Bas-Canada. Cette disposition, qui sera, à des degrés divers, le partage de l'ensemble de la minorité anglaise du Bas-Canada, peut être décrite comme une peur exagérée de l'invasion du Bas-Canada par la France, couplée à la certitude de la déloyauté fondamentale des Canadiens qui n'attendraient que l'occasion de pouvoir retourner à la France, serait-ce sous la coupe de Napoléon. Les Anglais du Bas-Canada — administrateurs, militaires aussi bien que marchands, auraient redouté par-dessus tout une invasion française soutenue par un soulèvement du peuple canadien et préparée par des espions venus des États-Unis. Selon Greenwood, ce schéma mental apparaît au Bas-Canada dès l'année 1793 et est lié très directement à l'évolution de la politique et du régime révolutionnaires français, qui après les espoirs du début n'auraient provoqué que répulsion et paranoïa chez les Anglais. L'auteur reconnaît, comme d'autres avant lui, que l'expression de cette peur a pu faire partie d'une stratégie politique ou favoriser certains intérêts locaux, mais il insiste sur le caractère généralement sincère des craintes des Anglais du Bas-Canada quant à la possibilité d'une invasion française — sans parler de ses chances de succès.

Dès lors la problématique de Greenwood se déploie sur deux volets: établir l'existence de cette mentalité et en dégager les conséquences pour l'évolution subséquente de la société canadienne. Pour établir l'existence de

cette mentalité, Greenwood commence par examiner le contexte de son apparition. Ce qui nous donne deux chapitres fort bien faits sur le contexte juridique et sur la lutte pour la réforme constitutionnelle. Le virage antimonarchiste de la Révolution française est sans aucun doute, avec le début de la guerre franco-anglaise, l'acte de naissance de la «mentalité de garnison». Cette attitude politique trouvera renforcement et confirmation dans l'agitation sociale et politique des premières années du régime. Ainsi, les manœuvres et intrigues des agents français aux États-Unis et dans la colonie, l'existence indéniable de plans d'invasion envisagés par les Français, les émeutes de 1794, l'agitation autour des exactions illégales, l'élection de 1796 qui marque le déclin du groupe des seigneurs canadiens comme force politique à l'Assemblée ou les résistances soulevées par l'application de l'Acte des chemins, sont autant d'événements qui viennent renforcer la prégnance et l'intensité de cette mentalité. Émeutes et «rébellions à justice», viennent, notamment, souligner la faiblesse des moyens de maintien de l'ordre dans la colonie, et l'on ne tardera pas à en sentir les effets: que ce soit par l'adoption de la loi de 1794 sur les étrangers qui, s'inspirant d'un statut britannique de 1793, prévoit des dispositions encore plus sévères, ou encore la crainte que l'on a à poursuivre les participants à certaines de ces émeutes. Dans cette optique, l'auteur apporte un soin minutieux à mesurer le peu de portée réelle des menaces à la sécurité ou encore à montrer l'ancrage local des émeutes des années 1794-1796, expression selon lui de la tradition des «rébellions à justice».

Par la suite, Greenwood analyse les effets de la mentalité de garnison dans la vie politique et judiciaire de la colonie. L'administration de la justice criminelle en sera bien évidemment le terreau privilégié. De ce point de vue l'analyse de l'auteur est des plus solides qui met en lumière le manque d'autonomie du judiciaire face au politique — le *baconianism* des juges anglais au Bas-Canada, l'interprétation ultra-royaliste des lois visant à renforcer la sécurité de la colonie et le caractère élastique et fallacieux de la définition des crimes liés à la haute trahison. Ce dont témoigne à l'envi le procès de McLane analysé en détail par l'auteur pour montrer l'iniquité de la procédure — exemple archétypal de l'utilisation des tribunaux par le pouvoir politique motivée, sinon justifiée, par le sentiment d'insécurité, de même qu'affirmation de la vigueur renouvelée du pouvoir local face à la désobéissance. L'auteur montre encore que le programme d'anglicisation du début du siècle, la réaction des Anglais face à la montée du Parti canadien (dont il fait remonter l'apparition en 1794, date des premières manifestations concertées d'une opposition libérale parlementaire) ainsi que la politique menée par Craig auraient avantage à être analysés comme relevant d'une perception exacerbée des problèmes de sécurité, plutôt que comme étant l'expression de l'hégémonie des marchands et de leur vision politique dans la colonie.

Ce n'est pas «en 800 mots» que l'on peut faire une critique qui rende justice à cet ouvrage dont les analyses sont nuancées et qui repose sur une documentation qui semble irréprochable. On regrettera simplement que l'auteur ait limité le champ de son dialogue critique essentiellement à cer-

taines des thèses de Jean-Pierre Wallot et de Creighton/Ouellet — dont il se démarque de manière évidente, et qu'il n'ait pas confronté ses résultats à des travaux voisins, mais d'un autre ordre: celui de David Mills pour le Haut-Canada, ou encore les quelques analyses inspirées ici des thèses de Pocock. Mais cela tient sans doute aux choix méthodologiques de l'auteur qui visait à produire un «récit avec analyse». Dès lors, l'essentiel du débat ne peut porter que sur la périodisation et l'interprétation d'événements particuliers. Mais cela n'enlève rien à un ouvrage important, qui devrait s'imposer rapidement comme une référence obligée pour quiconque veut comprendre quelque chose à ce pan de notre histoire et de notre culture politique.

*Département d'histoire  
Université du Québec à Montréal*

RICHARD LaRUE